



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE TRAVAUX**












---

**TRAVAUX DE BATTAGE DE PALPLANCHES SUR LE  
RESEAU FLUVIAL DE LA DTNE (canaux petit gabarit  
de type gabarit Freycinet (hors Moselle canalisée))**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**  
**Direction Territoriale Nord Est**  
Bâtiment Skyline  
169 rue de Newcastle  
CS 80062  
54036 NANCY CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	TRAVAUX DE BATTAGE DE PALPLANCHES SUR LE RESEAU FLUVIAL DE LA DTNE (canaux petit gabarit de type gabarit Freycinet (hors Moselle canalisée)
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	6
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	4 ans
	<b>Reconduction</b>	Sans objet
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	5
1.5 - Variantes.....	6
1.6 - Clauses sur les intervenants étrangers et les travailleurs détachés .....	6
1.6.1 - Intervenants étrangers.....	6
1.6.2 - Lutte contre les prestations de services internationales illégales .....	6
2 - Pièces contractuelles.....	7
3 - Intervenants .....	7
3.1 - Conduite d'opération.....	7
3.2- Représentant du maître d'ouvrage.....	8
3.3 - Maîtrise d'œuvre .....	8
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
3.5 - Cotraitance.....	8
3.6 – Sous-Traitance .....	8
4 - Durée et délais d'exécution .....	9
4.1 - Durée du contrat .....	9
5 - Prix.....	9
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	9
5.2 - Modalités de variation des prix .....	9
6 - Garanties Financières .....	11
7 - Avance.....	11
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	11
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	11
8 - Modalités de règlement des comptes.....	12
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	12
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	12
8.3 - Délai global de paiement .....	13
8.4 - Paiement des cotraitants .....	13
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	13
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	13
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	13
9.2 - Implantation des ouvrages .....	13
9.2.1 - Piquetage général.....	13
9.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens .....	13
9.3 - Préparation et coordination des travaux .....	14
9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	14
9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	15
9.3.3 - Registre de chantier .....	15
9.4 - Etudes d'exécution .....	15
9.5 - Installation et organisation du chantier.....	15
9.5.1 - Installation de chantier.....	15
9.5.2 - Signalisation de chantier.....	15
9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	16
9.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	16
9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	16
9.6.3 - Documents à fournir après exécution .....	16

10 - Développement durable.....	16
11 – Clause sociale d’insertion obligatoire.....	17
11.1 L’engagement d’insertion.....	17
11.2 Le dispositif d’accompagnement des entreprises .....	17
11.3 Les publics visés .....	18
11.4 Le contrôle de l’action d’insertion.....	19
12 - Réception.....	20
12.1 - Réception des travaux.....	20
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	20
12.1.2 – Réception partielle .....	20
13 - Garantie des prestations.....	20
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	20
15 - Pénalités.....	20
15.1 - Pénalités de retard.....	20
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	21
15.3 - Autres pénalités spécifiques .....	21
16 - Assurances .....	21
17 - Résiliation du contrat.....	22
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	22
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	22
18 - Règlement des litiges et langues.....	22
19 - Dérogations.....	23

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
TRAVAUX DE BATTAGE DE PALPLANCHES SUR LE RESEAU FLUVIAL DE LA DTNE (canaux petit gabarit de type gabarit Freycinet (hors Moselle canalisée)

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

BERGES ET DIGUES APPARTENANT AU RESEAU FLUVIAL DE LA DTNE

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 6 lot(s) géographique(s) :

Lot(s)	Désignation
01	ST CMRE Service Territorial Canal de la Marne au Rhin Est
02	ST MEUSE ARDENNE Service Territorial Canal de Meuse-Ardennes
03	ST CANAL DES VOSGES Service Territorial Canal des Vosges
04	ST CMRO Service Territorial Canal de la Marne au Rhin Ouest
05	ST CCB Service Territorial Canal entre Champagne et Bourgogne
06	ST MOSELLE Service Territorial Moselle

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur, il s'agit de :

La règle pour la notification des bons de commande et décisions du pouvoir adjudicateur est celle de l'article 3.1 du CCAG travaux 2021.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais d'exécution du bon de commande (date de début et de fin)
- les lieux d'exécution des travaux ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des travaux à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur, c'est-à-dire les personnes disposant d'une délégation de signature dans la limite de leurs attributions peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## **1.5 - Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **1.6 - *Clauses sur les intervenants étrangers et les travailleurs détachés***

### **1.6.1 - Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA. En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet ..... Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 8.2 du CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français." En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail. »

### **1.6.2 - Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

#### **A/ Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### **B/ Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - Les salariés détachés par ses soins,
  - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le pouvoir adjudicateur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au CCAG.

### **C/ Obligation d'affichage**

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail. L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies à l'article 15.3 du présent CCAP.

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, pour chacun des lots
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, commun à tous les lots
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) pour chacun des lots
- Les bons de commande
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Le fascicule 68 du CCTG exécution des travaux de fondation des ouvrages de génie civil.
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

## **3 - Intervenants**

### **3.1 - Conduite d'opération**

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

Le maître d'ouvrage est :

Voies Navigables de France  
 Direction Territoriale Nord Est  
 Bâtiment Skyline  
 169 rue de Newcastle  
 CO 80062  
 54036 NANCY Cedex

### **3.2- Représentant du maître d'ouvrage**

Le représentant du maître d'ouvrage est Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, Directrice Territoriale Nord Est des Voies Navigables de France

### **3.3 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même cependant elle pourra être externalisée via un accord cadre de « maîtrise d'œuvre relative à la réalisation de travaux de stabilisation, d'étanchement de digue, de protection et de confortement de berge sur le périmètre de la direction territoriale du nord est ».

### **3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est prévue pour cette opération. En revanche, le maître de l'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention et procède, avec le concours du ou des titulaires, à une analyse des risques afin d'élaborer le plan de prévention.

### **3.5 - Cotraitance**

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas listés et selon les modalités prévues à l'article R.2142-6 du code de la commande publique.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Dans les deux formes de groupement mentionnées supra, l'un des opérateurs économiques, désigné dans la candidature et l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

### **3.6 – Sous-Traitance**

Conformément aux dispositions des articles R.2193-1 et R.2193-4 du code de la commande publique, la société peut présenter son ou ses sous-traitants au maître d'ouvrage, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché en fournissant :

Un formulaire DC4 dûment complété et signé, mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lequel le candidat s'appuie.

Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché public dont il assure l'exécution, par application de l'article R.2193-10 du code de la commande publique.

Le titulaire demeure l'unique responsable, vis-à-vis du maître d'ouvrage, de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, y compris s'agissant des prestations sous-traitées



L'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sera notifié qu'au titulaire par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux 2021.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité de l'accord cadre majorée de 3 mois

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

La durée de la période de préparation est précisée à l'article 9.3.1 du présent C.C.A.P.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale de l'accord-cadre, est fixé à 10 jours.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix de l'accord-cadre sont hors TVA, ils tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le plan de prévention, de la notification du marché de l'accord-cadre à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ainsi que l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces de l'accord-cadre.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

La variation des prix ne s'applique pas aux primes, indemnités, pénalités et retenues.

Par dérogation à l'article 10.5 du CCAG Travaux, les calculs finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP07b (n) / TP07b (o))$	Tous les prix du lot
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP07b (n) / TP07b (o))$	Tous les prix du lot
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP07b (n) / TP07b (o))$	Tous les prix du lot
04	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP07b (n) / TP07b (o))$	Tous les prix du lot
05	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP07b (n) / TP07b (o))$	Tous les prix du lot
06	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (TP07b (n) / TP07b (o))$	Tous les prix du lot

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	TP07b	Index Travaux Publics - Travaux de génie civil, béton et acier pour ouvrages maritimes et fluviaux - Base 2010
02	TP07b	Index Travaux Publics - Travaux de génie civil, béton et acier pour ouvrages maritimes et fluviaux - Base 2010
03	TP07b	Index Travaux Publics - Travaux de génie civil, béton et acier pour ouvrages maritimes et fluviaux - Base 2010
04	TP07b	Index Travaux Publics - Travaux de génie civil, béton et acier pour ouvrages maritimes et fluviaux - Base 2010
05	TP07b	Index Travaux Publics - Travaux de génie civil, béton et acier pour ouvrages maritimes et fluviaux - Base 2010
06	TP07b	Index Travaux Publics - Travaux de génie civil, béton et acier pour ouvrages maritimes et fluviaux - Base 2010

## 6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant de chaque bon de commande émis sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte propre à chaque bon de commande par le comptable assignataire des paiements.

Ce taux est fixé à 3,00% lorsque le titulaire est une petite et moyenne entreprise.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise selon les dispositions du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, le décompte général ne sera rendu définitif qu'après transmission de celui-ci par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-Travaux, les prix unitaires pourront être fractionnés pour tenir compte des travaux en cours d'exécution.

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100018
- Code service : 41
- Numéro d'engagement juridique : Sera défini à chaque bon de commande lors de l'exécution de l'accord-cadre

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations sauf stipulation contraire prévue dans l'acte d'engagement. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### **9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **9.2 - Implantation des ouvrages**

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat.

#### **9.2.1 - Piquetage général**

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

#### **9.2.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, après convocation par le maître d'œuvre des exploitants des ouvrages, dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire devra effectuer une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) auprès des exploitants de réseaux au moins 7 jours avant la date de commencement des travaux de chaque bon de commande.

Si les travaux débutent plus de trois mois après la réception du récépissé de la DICT, une nouvelle déclaration devra être effectuée auprès des exploitants de réseaux. Si les travaux de chaque bon de commande s'exécutent sur une durée supérieure à six mois, le titulaire devra soit prévoir des réunions de chantier avec les exploitants de réseaux, soit effectuer une nouvelle DICT.

Le titulaire est chargé de maintenir en bon état le piquetage.

## **9.3 - Préparation et coordination des travaux**

### **9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 18.1.1 et à l'article 28.1 du CCAG Travaux, il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du bon de commande, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date de notification du bon de commande par le titulaire ou de la date de démarrage expressément fixée par le bon de commande.

Cette période débute à compter de la notification du bon de commande

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 20 jours au plus tard après la notification de l'accord-cadre.

En cas de bons de commande dont les travaux sont soumis à un plan de prévention :

- Le pouvoir adjudicateur a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune préalable à laquelle participent les titulaires, des lieux de travail, des installations et des matériaux ;
- les titulaires analysent les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- les titulaires élaborent, conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 15 jours au plus tard après la notification du bon de commande.

En cas de bons de commande dont les travaux sont soumis à un plan de prévention :

- Le pouvoir adjudicateur a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune préalable à laquelle participent les titulaires, des lieux de travail, des installations et des matériaux ;
- les titulaires analysent les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- les titulaires élaborent, conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

En outre, il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du RPA :

- \* Agrément éventuel des sous-traitants pendant la période de préparation et au cours de l'exécution du bon de commande.

- Par les soins du maître d'œuvre :

- \* Visas (programme d'exécution des travaux, mode opératoire détaillé, PAQ, PAE, SOSED, agrément des matériaux, études d'exécution à charge de l'entrepreneur). Les visas n'atténuent en rien la responsabilité de l'entrepreneur.

- Par les soins du titulaire :

- \* Mise au point du SOSED joint à l'offre et présentation au visa du maître d'œuvre pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets de chantier;

- \* Etablissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 9.4 du présent CCAP, des documents nécessaires pour le début des travaux.

- \* Dépôt auprès du Service Territorial de VNF, concernée par les travaux, des demandes d'autorisation de circuler sur le domaine public fluvial.

- \* Dépôt, si nécessaire, auprès des services gestionnaires des voies routières et de la piste cyclable, d'un

dossier d'exploitation concernant la circulation sur la zone de chantier et décrivant le plan de circulation des engins de chantier et les moyens prévus pour assurer la sécurité routière et la propreté des voiries pendant toute la durée des travaux. Le titulaire le déposera en temps voulu auprès des services gestionnaires pour obtenir les autorisations nécessaires (arrêtés de circulation - permission de voirie, ). Il prévoira également la signalisation de chantier adéquate.

### **9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Par contre, elle fait l'objet d'un plan de prévention.

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Il a aussi l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections. Par contre, chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **9.3.3 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## **9.4 - Etudes d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

## **9.5 - Installation et organisation du chantier**

### **9.5.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **9.5.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique, le domaine public fluvial et la navigation, doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **9.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **9.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 2 000,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## **10 - Développement durable**

**Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable.**

A ce titre, le maître d'ouvrage réalisera dans le cadre de ses propres démarches qualité, des contrôles environnementaux sur le site des travaux. Ces contrôles devront être signés par le représentant de l'entreprise présent sur le site.

L'entreprise devra donc réaliser les travaux en s'alignant sur ces dispositions, et dans le respect de l'environnement en général.

Les enjeux liés à l'environnement sont décrits dans le CCTP article 1.6 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES. Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement ainsi qu'à toutes recommandations découlant de la politique de développement durable de VNF, de la politique environnementale de la DT Nord-Est.

En particulier, l'entrepreneur ne devra pas porter atteinte à la qualité de l'eau, ni à la vie de la faune et de la flore aquatique.

Dans le cas d'entreprises groupées, le respect de ces obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire. Il en est de même pour les sous-traitants.

L'entrepreneur devra tenir compte des contraintes, mesures compensatoires, précautions à prendre et toutes autres sujétions décrites au CCTP.

Tout manquement à ces principes/sujétions/directives ou atteinte à l'environnement, entraînera l'arrêt immédiat du chantier sans que l'entreprise puisse prétendre à une quelconque indemnité, jusqu'à la remise à l'état initial aux frais de l'entrepreneur.

**TOUTES CES MODALITES/MESURES DE PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT DEVRONT ÊTRE INTEGREES AU COUT GLOBAL DES TRAVAUX. AUCUNE INDEMNITE NE POURRA ÊTRE ACCORDEE A L'ENTREPRISE PAR RAPPORT A CES ENJEUX.**



## 11 – Clause sociale d'insertion obligatoire

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale obligatoire.

Le Titulaire devra réaliser une action sociale à visée professionnelle qui permette la mobilisation vers l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion dans les conditions précisées dans le présent article.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au CCAP.

### 11.1 L'engagement d'insertion

Le Titulaire aura pour obligation de mettre en place pour la durée de son marché une action de promotion d'emploi au choix parmi celles mentionnées ci-dessous.

Des justificatifs que l'action a bien été menée seront à fournir.

- Action « découverte des métiers » liés au marché public

L'entreprise titulaire devra prendre contact avec le facilitateur désigné afin d'organiser une action en direction d'un groupe de 5 personnes minimum, en parcours d'insertion professionnelle, rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité a été validée en amont par le facilitateur désigné.

Cette action prendra la forme soit d'une visite de chantier soit d'une réunion d'information collective.

Le Titulaire présentera son entreprise, les compétences techniques mobilisées dans le cadre du présent marché, les conditions de travail, les opportunités de recrutement ...

Justificatifs : support de présentation et feuille d'émargement

- Action « immersion en entreprise » pour découvrir les métiers liés au marché public

Cette action vise à accueillir un stagiaire, en parcours d'insertion professionnelle rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité a été validée en amont par le facilitateur désigné.

La mise en place de l'immersion se fera par l'accueil d'un demandeur d'emploi en parcours d'insertion professionnelle dans le cadre d'une Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) d'une durée de 35 heures via une convention avec le Service Public de l'Emploi

Justificatifs : convention de stage et bilan de stage

### 11.2 Le dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, VOIES NAVIGABLES DE FRANCE a mis en place un dispositif d'accompagnement et d'assistance aux entreprises.

Les missions du facilitateur consistent à :

- Accompagner le Titulaire dans la définition des actions de découverte des métiers envisagées
- Identifier les publics susceptibles de bénéficier des actions de découverte des métiers
- Coordonner les actions de découverte des métiers mises en œuvre

**Les entreprises attributaires doivent prendre contact avec :**

Lot n°	Intitulé	Facilitateur
1	Service Territorial Canal de la Marne au Rhin Est	<b>Gwenaëlle INVERNIZZI</b> Maison de l'emploi du Grand Nancy 06.76.92.93.45 ginvernizzi@mde-nancy.org
2	Service Territorial Canal de Meuse-Ardenne	<b>Magali HALBUTIER</b> Maison de l'emploi de la Meuse 06.78.42.24.47 halbutier.m@mde-meuse.fr
3	Service Territorial Canal des Vosges	<b>Sébastien ANTOINE</b> Communauté d'agglomération d'Epinal 06.77.48.98.47 <a href="mailto:sebastien.antoine@agglo-epinal.fr">sebastien.antoine@agglo-epinal.fr</a>
4	Service Territorial Canal de la Marne au Rhin Ouest	<b>Béatrice BURNEL</b> Maison de l'emploi de la Meuse 06.81.19.93.45 <a href="mailto:burnel.b@mde-meuse.fr">burnel.b@mde-meuse.fr</a>
5	Service Territorial Canal entre Champagne et Bourgogne	<b>Florence PIQUE</b> Mission locale de Chaumont 06.86.44.92.36 clause-insertion-chaumont@orange.fr
6	Service Territorial Moselle	<b>Elodie DALENCONTE</b> ELIPS 06 07 18 87 26 csi2@elips57.fr

### **11.3 Les publics visés**

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées. Leur éligibilité doit être validée **en amont**, dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises, par le facilitateur désigné.

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont des personnes **en difficulté particulière d'insertion professionnelle** et qui relèvent de l'une des catégories suivantes :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ;
- Les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Insertion (AI) ; de l'allocation d'invalidité ;

- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) éloignés de l'emploi ;
- Les habitants des quartiers politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Ecoles de la 2ème chance, les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense ;
- Les personnes sous-main de justice.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, de CAP Emploi, ..., être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

## **11.4 Le contrôle de l'action d'insertion**

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le Titulaire s'est engagé.

A la demande de VOIES NAVIGABLES DE FRANCE ou du facilitateur désigné, le Titulaire fournit dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de la clause sociale. Il fournit les justificatifs cités dans l'article 11.1 du présent CCAP qui décrit les actions proposées.

L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités.

Le Titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le Titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du Titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

## 12 - Réception

### 12.1 - Réception des travaux

#### 12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception de chaque bon de commande a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG travaux, le défaut de fixation de la date des opérations préalables à la réception par le MOE n'entraîne pas la réception tacite des prestations.

#### 12.1.2 – Réception partielle

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

## 13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 250,00 €.

Cette pénalité revêt un caractère journalier et sera établie par le biais d'un constat du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 15.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 500,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Journalière	500,00 €	En cas de non-respect des consignes de sécurité fixées par VNF et/ou figurant dans le plan de prévention, le Titulaire sera passible d'une pénalité journalière de 500€ (cinq cent euros) hors taxes pour chaque infraction constatée, que ce soit pendant l'exécution des travaux ou lors d'une intervention au titre de l'exercice de la garantie, et ce jusqu'au respect des consignes.
Non-respect de la politique environnementale	Forfaitaire	500,00 €	Cette pénalité revêt un caractère forfaitaire et sera établie par le biais d'un constat du maître d'œuvre. Et ce à chaque fois qu'il sera constaté un non-respect.
Obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés	Forfaitaire	1 000,00 €	A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1.6 du CCAP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.
Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion par l'activité économique	Forfaitaire	1 000,00 €	En cas de non-respect de son engagement de la clause sociale, le Titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire égale à 1 000 euros pour non réalisation de l'action d'insertion

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## **17 - Résiliation du contrat**

### **17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur renonce à la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nancy est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19 - Dérogations

L'article du CCAP n°	Déroge à/aux article(s)	Du CCAG
2	4.1	Travaux
3.6	3.6.1.2	Travaux
5.2	10.5	Travaux
8.1	12.1.3 / 12.4.4	Travaux
9.3.1	18.1.1 et 28.1	Travaux
12.1.1	41.1	Travaux
15.1	19.2.1 / 19.2.2 / 19.2.3 / 19.2.4	Travaux
17.1	50.4	Travaux